

Silicon Valley

Des quotas plus importants exigés pour les informaticiens étrangers Page 16



Marchés

Les entrées en bourse se succèdent dans l'e-commerce Page 17

SMI	9398,60 -0,32%	Dollar/franc	0,9583
Euro Stoxx 50	3751,72 -1,36%	Euro/franc	1,0297
		Baril Brent/dollar	62,82
		Once d'or/dollar	1204

En vingt ans, Genilem a aidé à lancer 341 start-up

> **Coaching** L'entité célèbre ses deux décennies de soutien à l'économie romande

> Numéro un dans l'aide à la création d'entreprise, elle a contribué à générer plus de 3000 emplois directs depuis 1995

Dejan Nikolic

La passion, un goût pour l'inconnu, la prise de risque, l'adrénaline, voire le masochisme. Mais surtout, la foi en soi, après s'être embarqué pour une aventure professionnelle en forme de montagnes russes. Voilà, en vrac, les éléments de parcours évoqués jeudi par les entrepreneurs qui ont fait appel à Genilem (Génération Innovation Lémanique). L'association à but non lucratif souffle cette année ses 20 bougies. Fondée en 1995, elle vise à encourager les jeunes pousses au moment de leur lancement. Notamment en compensant par son soutien leur manque d'expérience dans les domaines administratif et financier.

Genilem est aujourd'hui devenue un acteur incontournable en matière de création d'entreprises. Sa genèse? Le dispositif est né du constat que plus de la moitié des start-up en Suisse – 41 500 ont été créées en 2014 – disparaissent dans leurs trois premières années d'existence. Les cofondateurs de cette structure, l'ancien banquier privé et ex-député libéral genevois Armand Lombard et l'actuelle présidente du groupe Hôtels et Patrimoine Anne Southam-Aulas,

ont voulu infléchir cette tendance. Pour ce faire, ils se sont inspirés du concept lyonnais Novacité.

Bilan, après vingt ans: sur les 341 entités, actives dans 25 secteurs différents (distribution, commerce, agroalimentaire, informatique, santé, tourisme, informatique, industrie, etc.), soutenues par Genilem en Suisse, 73% sont toujours actives. Le taux grimpe à 76% pour les cantons de Vaud et de Genève, là où l'association est la plus présente, contribuant au passage à la création de plus de 3000 emplois directs.

En ce moment, Genilem accompagne 47 sociétés en devenir. Et dispose du soutien financier et matériel de 61 parrains, soit des multinationales comme Procter & Gamble (ses employés se portent d'ailleurs souvent candidats au cursus Genilem), d'alumni (ex-bénéficiaires de l'association) et des collectivités publiques. Pour offrir ses prestations et payer ses neuf

employés, dont cinq coaches (des ex-entrepreneurs) âgés en moyenne de 35 ans, Genilem dispose d'un budget annuel avoisinant le million de francs, selon la clé de répartition suivante: 30% des activités sont financées par l'Etat et les communes, 49% par le secteur privé et 21% par les formations qu'elle dispense (540 fr. pour deux jours) et autres mandats.

L'association affiche 73% de taux de survie des jeunes pousses accompagnées en Suisse depuis deux décennies

Le programme d'accompagnement pour chaque jeune pousse, préalablement triée sur le volet, est estimé à 85 000 fr. sur trois ans. En plus du coaching, Genilem leur



Nicolas Durand, fondateur d'Abionic, société créée en 2010 et qui doit notamment son essor à Genilem. L'entité lausannoise a été élue meilleure start-up medtech de Suisse trois années consécutives depuis 2012. ARCHIVES

offre une certaine visibilité médiatique, leur ouvre son réseau et assure l'évolution des profils d'entrepreneurs à travers de la formation et du mentorat. «C'est un antidote à la solitude entrepre-

neuriale», résume Barbara Lax, des crèches Little Green House.

Pour David Genecand, à la tête des aliments énergétiques Almondgy, Genilem est particulièrement utile pour montrer la voie à

suivre sur les chemins escarpés de l'entrepreneuriat. Mais au bout du compte, «c'est nous qui devons marcher et porter notre sac à dos jusqu'en haut de la montagne», conclut-il.

Bee Invested veut démocratiser le métier de business angel

> La nouvelle plateforme de crowdfunding genevoise veut financer des start-up helvétiques

Les plateformes de financement participatif sont de plus en plus nombreuses. La dernière née, lancée depuis Genève, se nomme Bee Invested. Elle ne propose pas de financer l'album d'un artiste ou le café du coin en échange de petits cadeaux comme le fait, par exemple, la plateforme zurichoise WeMakelt ou l'américaine Indiegogo. En revanche, elle veut démocratiser l'accès au capital-risque. «Par des tickets d'investissement réduits, de

1000 francs, nous souhaitons permettre au plus grand nombre d'investir, tel un business angel, dans des start-up innovantes en prenant part à leur capital, explique Hichame Metatla, cofondateur de Bee Invested, au côté d'Illham Hikmi. Nous rencontrons tous les jours des entrepreneurs qui peinent à trouver des financements pour développer leurs start-up car le nombre de business angels est bien trop insuffisant.»

Les deux fondateurs de Bee Invested sont chargés de présélectionner les start-up. «Nous identifions les dirigeants de l'entreprise et vérifions leur business plan. Nous n'acceptons pas tous les projets, précise Hichame Metatla, un diplômé en finance qui a travaillé

dans le domaine bancaire. Contrairement à la France ou à la Grande-Bretagne, l'environnement légal est plus favorable à ce genre d'activité d'equity crowdfunding. Nous avons obtenu une autorisation de la Finma, raison pour laquelle nous ne pouvons plus l'instant proposer que des sociétés suisses.»

Trois start-up sur les rangs

Une fois sélectionnées, les start-up doivent effectuer une présentation en ligne devant la communauté d'utilisateurs de Bee Invested – 300 actuellement – afin de récolter un maximum de votes. Elles ont 30 jours pour convaincre. Trois start-up sont déjà présentes sur le site. Limpid Skis,

initialement DahuShaper, proposent des chaussures de ski innovantes. PB&B veut commercialiser des microbilles destinées à la médecine esthétique. Quant à Memoways, elle cherche à financer un audioguide qui géolocalise le visiteur. Ces trois sociétés cherchent à lever entre 170 000 et 500 000 francs.

Si les start-up recueillent suffisamment de votes, la phase de levée de fonds peut avoir lieu, sur une durée de 90 jours. «Nous définissons d'entente avec la start-up une somme minimale et maximale à atteindre. Si l'objectif n'est pas rempli, les fonds seront renvoyés aux investisseurs», précise Hichame Metatla. Sa société prendra une commission de 7% sur la

transaction. «Nous espérons effectuer cinq à six levées de fonds cette année.»

Le financement participatif avec prise de participation au capital est en plein essor, particulièrement en Europe qui représente 60% du marché mondial. «Ce sont 204 millions de dollars qui ont été levés en 2013 dans l'equity crowdfunding», précise Hichame Metatla. En Suisse, de nouvelles plateformes éclosent régulièrement, suivant les traces du leader zurichois Investiere. Après Bee Invested, d'autres vont suivre, à l'exemple de la société française Raizers qui a annoncé le lancement d'une plateforme pour la Suisse ces prochaines semaines. **Ghislaine Bloch**

Genève invite son industrie à ne pas surréagir

> **Franc fort** Seuls 4% des sociétés suisses ont pris des mesures suite à la fin du taux plancher

L'envol du franc, après le 15 janvier, a suscité beaucoup d'émotion. «Parfois même, une certaine précipitation», déplore Nicolas Aune, secrétaire général de l'Union industrielle de Genève. Mercredi en fin de journée, devant un parterre composé d'une centaine d'entrepreneurs et autres acteurs de l'économie locale ou romande, ses homologues du Service de la promotion économique de Genève (SPEG), de l'Office de promotion des industries et des technologies, celui de l'Emploi, de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE) et autres organes de soutien au développement de sociétés, ont à tour de rôle pris la parole pour présenter les outils actuellement à disposition pour atténuer les effets de l'abolition du taux plancher.

«Il ne faut pas réduire les salaires ou tomber dans la tentation de vouloir payer ses employés en euros, car c'est illégal, poursuit Nicolas Aune. La seule option autorisée, sous certaines conditions précises, est l'augmentation des horaires de travail à salaire égal.»

Des «mesures drastiques», selon lui, qui, comme les licenciements, n'affectent pour l'heure qu'une portion relativement marginale du tissu économique du pays. «Selon un pointage interne de Swissmem, dont j'ai pu prendre connaissance ce début de semaine, 96% des entreprises n'y ont pas eu recours», se félicite-t-il.

Les banques abuseraient du 15 janvier

Pas encore? Pierre Maudet, conseiller d'Etat genevois en charge de l'Economie, se veut plus imagé pour décrire la situation. «Nous avons pris un sérieux coup de gourdin il y a trois mois. La douleur doit encore se diffuser, sans que nous sachions exactement où cela va faire le plus mal», estime-t-il. Et le ministre PLR d'ajouter: «A part l'hôtellerie et au commerce de détail qui sont d'importantes victimes directes du franc fort. Toutefois jusqu'ici, le secteur secondaire a bien joué le jeu, sans surréagir ou gesticuler inutilement. A contrario du secteur ban-

caire, lequel a un peu trop profité de cet argument pour réaliser des licenciements de masse.»

D'après l'édile, le salut de l'industrie genevoise doit passer par l'amélioration de sa productivité et de sa compétitivité, à travers notamment de meilleurs canaux de financement. Choses qui «ne se décrètent pas, mais se travaillent», précise-t-il, en relevant au passage une rencontre autour d'un déjeuner il y a environ deux mois avec des représentants d'UBS, de Credit Suisse et de la Banque Cantonale de Genève pour paver un nouveau sentier censé faciliter le crédit aux entreprises. «Je compte déposer un projet de loi visant à instaurer un fonds d'aide aux entreprises doté d'un mécanisme de compensation de risque de taux de change. Ceci, afin de compléter le dispositif dont dispose déjà la FAE», souligne-t-il. Le débat politique à ce sujet doit prochainement débiter.

Le défi des nouveaux marchés

Le Forum de mercredi n'avait pas pour objectif d'évoquer la

prospérité de nouveaux marchés – hors zone euro – pour les entreprises. Ce qui n'a pas empêché Pierre Maudet d'effleurer le sujet. «Le Conseil d'Etat encourage les sociétés intéressées à trouver de nouveaux débouchés, que ce soit en Amérique du Nord, comme au Canada, ou ailleurs», indique-t-il. Le canton a organisé à plusieurs reprises ces dernières années des missions économiques en Chine. Il en prépare une nouvelle, en présence d'une délégation gouvernementale genevoise, aux Emirats arabes unis, fin mai prochain.

Autre thème de préoccupation pour les autorités genevoises, à part l'enjeu décisif de la mise en œuvre du vote contre l'immigration de masse du 9 février 2014: la relève dans l'industrie. «Swissmem estime que le secteur devra repourvoir 80 000 emplois à l'horizon 2020, en raison de départs à la retraite. Ce défi imminent ne pourra être remporté sans une formation adéquate de nos jeunes», conclut Pierre Maudet.

Dejan Nikolic

Le nombre d'implantations étrangères en recul de 8%

> **Promotion** Baisse de 20% des emplois créés

Les implantations de nouvelles entreprises étrangères sur sol helvétique ont poursuivi leur recul en 2014. Au total, 274 sociétés se sont installées en Suisse. C'est 8% de moins qu'en 2013. Elles ont créé 780 emplois, ce qui représente une baisse d'un cinquième.

Si l'on en croit ces entreprises, près de 3000 emplois devraient voir le jour ces trois prochaines années, a indiqué jeudi la Conférence des directeurs cantonaux de l'économie publique (CDEP) dans un communiqué.

La chute du nombre d'établissements de firmes étrangères dans le pays peut s'expliquer, selon la CDEP, par la concurrence accrue que se livrent les places économiques au niveau mondial. Des incertitudes comme la réforme de l'imposition des entreprises, le cours du franc et la libre circulation des personnes avec l'Union européenne (UE) dissuadent en outre les sociétés de venir s'installer en Suisse.

Pour mener à bien cette statisti-

que, la CDEP se fonde sur les données des services cantonaux de la promotion économique. Les cantons sont responsables de la promotion économique à leur niveau.

Nouvelle arrivée à Genève

Un jour après l'annonce de l'arrivée du groupe Incyte, Linkage Biosciences fait savoir, dans un communiqué publié jeudi, qu'il va ouvrir une filiale européenne à Genève, en Suisse. La nouvelle filiale permettra à la société de se développer en Europe. Le nombre d'emplois qui seront créés n'a pas été précisé.

«Linkage Biosciences rencontre un large succès avec l'adoption de LinkSzzq™ par de nombreux laboratoires à travers l'Europe», a déclaré Zachary Antovich, le directeur général de Linkage Biosciences. Le nouveau bureau est situé dans la Fongit, l'incubateur technologique de Genève, qui soutient des entreprises dans les domaines medtech, IT et cleantech. **LT**